

Normandie

Réunification : ça grince entre Caen et Rouen

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | mercredi 17 janvier 2018

858 mots



Fabienne Buccio, préfète de la Normandie, à la préfecture de Rouen. - Crédit Ouest-France

Le Crous, les universités et, demain, les cours d'appel, montrent que si la réunification de la Normandie est acquise, l'esprit de clocher entre Caen et Rouen perdure.

Fabienne Buccio, préfète de la Normandie depuis bientôt un an, dit constater tous les jours combien les Normands qu'elle rencontre lui disent approuver la réunification de la Normandie. « **Il y a plus de fluidité, la grande Normandie est maintenant bien intégrée.** »

Cours d'appel

Reste que l'esprit de clocher ressurgit, particulièrement entre Rouen et Caen. On l'a vu avec le Crous, on risque bien de le voir avec les cours d'appel de Rouen et Caen. Les avocats de l'ex-Basse-Normandie s'alarment déjà d'une seule cour d'appel... à Rouen (*Ouest-France* d'hier)

Très prudente sur le sujet, la préfète, qui présentait ses vœux à la presse à la préfecture de région à Rouen, soutient que « **rien n'est encore décidé** ». Et que, de toute façon, on s'acheminerait vers un « **bi-site** » entre Caen et Rouen, comme le rectorat, sans définir la répartition. Mais si le recteur est à Caen, le premier président et le procureur général pourraient être dans l'ancien parlement de Normandie du XVI^e siècle, à Rouen.

Universités

À propos de réunification, un autre sujet montre que ce n'est pas si simple : les universités. Fabienne Buccio ne décolère pas. Dans une lettre qu'elle a cosignée avec Hervé Morin, président UDI de Région, et Denis Rolland recteur d'académie, elle a tancé les trois universités de Caen, Rouen et Le Havre qui, faute de s'être entendues, ont laissé passer les crédits des plans d'investissements d'avenir pour leurs écoles universitaires de recherche.

« **Leurs dossiers sont arrivés en 30^e position sur 50... Les 29 premiers ont été retenus** », soupire la préfète. Résultat : il faudra répondre à l'appel d'offres du quatrième plan... fin 2019. «

Ce n'est pas la Normandie, c'est l'université qui les a ratés », déplore Fabienne Buccio.

Elle est tombée d'accord avec le président de Région pour faire de la communauté d'universités et établissements, qui a du mal à se faire entendre, son interlocutrice centrale **« et le lieu de passage de l'argent »**. De là à imaginer une fusion des trois universités avec, par exemple, le droit à Rouen, l'économie à Caen et le commerce au Havre, il y a un grand pas qui n'est pas près d'être franchi.

Économie

En présentant ses vœux, la préfète a aussi dit son optimisme sur une reprise économique. Une orientation qu'elle tient des chefs d'entreprise auxquels elle rend visite : **« Ils investissent à nouveau »**, de la Banque de France et du président de la chambre de commerce et d'industrie de Normandie.

Migrants

Autre sujet d'actualité : les migrants. **« Vingt-neuf migrants et réfugiés en provenance de la région parisienne arrivent chaque semaine en Normandie**, a indiqué Fabienne Buccio. **Ils sont 887 en Normandie : 353 en Seine-Maritime, 156 dans le Calvados, 128 dans l'Eure et dans la Manche et 122 dans l'Orne. Nous nous efforçons de réduire les délais d'instruction pour les demandeurs d'asile. Il a été ramené à dix jours. »**

Commentant la circulaire Collomb du 12 décembre, Fabienne Buccio, en concertation avec les quatre autres préfets normands, s'est engagée **« à ce qu'il n'y ait pas d'interpellation à l'intérieur des centres d'hébergement, qui doivent être des havres de paix et de repos »**.

Nouvelle gouvernance pour le Mont-Saint-Michel

Fabienne Buccio a promis une nouvelle gouvernance, avant l'été, du Mont Saint-Michel, avec un établissement public (Epic), dans lequel siègeraient les Régions Normandie et Bretagne, la communauté de communes Mont-Saint-Michel-Avranches et l'Etat. Le Centre des monuments nationaux, qui gère et entretient l'abbaye, se fait tirer l'oreille pour prendre la gestion de l'ensemble du Mont.

Une chose est sûre : le syndicat mixte tel qu'il avait été créé pour le chantier du rétablissement du caractère maritime a vécu **« avec un déficit abyssal. Il demande à l'Etat de l'aider, alors qu'il finance déjà 1,2 million d'euros chaque année pour la maintenance du barrage »**.

Xavier ORIOT.